COUR D'APPEL DE BORDEAUX

TROISIÈME CHAMBRE CIVILE

ARRÊT DU : 04 AVRIL 2017

(Rédacteur : Danièle PUYDEBAT, Conseiller)

N° de rôle : **15**

D. **L**

c/

A **G** **veuve L**

Nature de la décision : **AU FOND**

Grosse délivrée le :

aux avocats :

Décision déferée à la Cour : jugement rendu le 13 novembre 2014 par le juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de BORDEAUX (cabinet 1, RG n° 13/09944) suivant déclaration d'appel du 12 janvier 2015

APPELANT :

D L
né le
de nationalité Française,
demeurant

Représenté par Maître BORDENAVE substituant Maître Laeticia CADY de la SELAS GAUTHIER-DELMAS, avocat au barreau de BORDEAUX

INTIMÉE :

A G veuve L
née le
de nationalité Française
Retraitée,
demeurant

Représentée par Maître Bruno BOUYER de la SCP BOUYER - BOURGEOIS, avocat au barreau de BORDEAUX

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions des articles 786 et 912 du cpc, l'affaire a été débattue le 14 février 2017 hors la présence du public, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Danièle PUYDEBAT, Conseiller chargé du rapport,

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Présidente : Catherine ROUAUD-FOLLIARD
Conseiller : Françoise ROQUES
Conseiller : Danièle PUYDEBAT

Greffier lors des débats : Loubna EL-BAZTA
Greffier lors du prononcé : Nora YOUSFI

ARRÊT :

- contradictoire

- prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues à l'article 450 al. 2 du code de procédure civile.

D. [nom] est né le [date] du mariage dissous de J. [nom] L. [nom] né le 21 juin 1947, et de Mme T. [nom] (divorce prononcé le 29 novembre 1983 par le tribunal de grande instance de Bordeaux).

M. J. [nom] - C. [nom] L. [nom] et Mme G. [nom] née le 22 mai 1945, ont vécu en union libre pendant plusieurs années.

Le 30 janvier 1995, J. [nom] - C. [nom] L. [nom] avait acquis un immeuble sis à Pompignac, 26 route de Touty.

Le 11 juillet 2010, J. [nom] - C. [nom] L. [nom] a rédigé un testament olographe par lequel il désigne Mme A. [nom] G. [nom] comme sa légataire universelle.

J. [nom] - C. [nom] L. [nom] et Mme G. [nom] se sont mariés le 24 juillet 2010 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Le 24 juillet 2011, J. [nom] - C. [nom] L. [nom] a établi un chèque BNP de 5 000 euros en faveur de son épouse, numéro 1504101.

Le 17 septembre 2011, il a établi un chèque numéro BNP 8454950 d'un montant de 4 480 euros en faveur de N. [nom] C. [nom] fille de Mme G. [nom].

Le 14 octobre 2011, il a établi un chèque BNP numéro 5050908 d'un montant de 1 000 euros en faveur de C. [nom] C. [nom], autre fille de Mme G. [nom].

J. [nom] - C. [nom] L. [nom] est décédé le 15 avril 2012 à Bordeaux en laissant à sa succession son fils unique M. D. [nom] L. [nom] et sa seconde épouse Mme A. [nom] G. [nom].

Par acte d'huissier de justice du 21 octobre 2013, M. D. [nom] L. [nom] a fait assigner Mme G. [nom] en partage devant le tribunal de grande instance de Bordeaux.

Par jugement du 13 novembre 2014, le tribunal a :

- déclaré recevable l'action engagée par M. L. [nom],
- ordonné l'ouverture des opérations de compte, liquidation et partage de la communauté ayant existé entre A. [nom] G. [nom] et J. [nom] - C. [nom] L. [nom] et de la succession de J. [nom] - C. [nom] L. [nom] décédé le 15 avril 2012 à Bordeaux,
- désigné pour y procéder, avec mission habituelle, le Président de la Chambre des notaires avec faculté de délégation,
- commis un juge pour surveiller lesdites opérations,
- dit que le notaire désigné devra tenir compte du testament établi le 11 juillet 2010 dans lequel J. [nom] - C. [nom] L. [nom] a institué A. [nom] G. [nom] en qualité de légataire universelle, mais dans la limite d'un quart en pleine propriété et des trois quarts en usufruit, M. I. [nom] recueillant quant à lui la nue-propriété des trois quarts de la succession de J. [nom] - C. [nom] L. [nom],
- dit que ne sont pas rapportables à la succession :
 - les fonds donnés par J. [nom] - C. [nom] L. [nom] à D. [nom] L. [nom] ; pour la somme globale de 6 685,47 € (4.573,47 € le 10 juin 1999, 462 € le 23 décembre 2009, 1 000 € le 11 février 2010, 650 € le 2 mars 2010) ;
 - les chèques BNP Paribas n° 8454950 de 4 480 €, n° 5050908 de 1 000 € et n° 1504101 de 5 000 € émis en faveur d'A. [nom] G. [nom] ou de sa fille ;
- dit qu'A. [nom] G. [nom] doit rapporter à la succession de J. [nom] - C. [nom] L. [nom] les sommes suivantes :
 - 2 000 € au titre des retraits d'espèces opérés les 14 et 15 avril 2012,
 - 1 150,92 € au titre de l'achat d'un voyage au Sénégal le jour du décès de J. [nom] - C. [nom] L. [nom] avec la carte bleue de ce dernier,

- dit que les capitaux reçus par Mme G. au titre des assurances-vie souscrites par le défunt (contrats BNP Paribas et Generali) ne font pas partie de la succession de J.-C. L. et ne sont donc soumis ni aux règles du rapport ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers du contractant,
- condamné chaque partie à la moitié des dépens, qui constitueront des frais privilégiés de partage,
- rejeté le surplus des demandes.

Par déclaration du 12 janvier 2015, M. D. L. a relevé appel non limité de cette décision.

Mme G. a formé appel incident par ses conclusions du 29 mai 2015.

Par ordonnance du 15 septembre 2015, le magistrat chargé de la mise en état a ordonné une expertise graphologique en désignant M. Labory avec pour mission de d'étudier le testament et trois chèques des 19 avril 2012, 14 octobre 2011 et 24 juillet 2011 sous les numéros respectifs de 8454950, 5050908 et 1504101 et de les comparer avec des documents émanant de façon certaine de la main du défunt.

L'expert a déposé son rapport le 16 février 2016.

Par ses conclusions du 9 septembre 2016, M. D. L., demande à la cour de :

- ▶ le dire recevable et bien fondé en son appel,
- ▶ débouter Mme G. de ses demandes,
- ▶ réformer partiellement le jugement,
- à titre principal,
- ▶ dire que le document du 11 juillet 2010 ne constitue pas le testament olographe de M. J.-C. L. ; dans la mesure où celui-ci n'est pas écrit de sa main,
- ▶ dire que la succession de J.-C. L. sera dévolue pour les trois quarts en pleine propriété à son fils D. L. ; et pour le quart restant en pleine propriété à son conjoint survivant Mme A. G.,
- ▶ homologuer le rapport d'expertise établi par Mme Poul le 27 janvier 2015,
- à titre subsidiaire, compte tenu des discordances majeures existant entre les deux rapports d'expertise,
- ▶ ordonner une nouvelle expertise graphologique,
- ▶ désigner à cette fin tel expert qu'il plaira à la cour, à l'exception de M. Bernard Labory, avec pour mission de :

.dire si le document du 11 juillet 2010 a été entièrement rédigé, daté et signé de la main de J.-C. L.,

.dire si les trois chèques n° 8454950, 5050908 et 1504101 ont été entièrement rédigés, datés et signés de la main du défunt M. J.-C.

L. ;

- à titre infiniment subsidiaire,
- ▶ dire que le testament du 11 juillet 2010 confère à Mme G. seulement des droits en pleine propriété constitués par la quotité disponible de la succession,
- en tout état de cause,
- ▶ dire que constituent un détournement d'actif successoral et de communauté et sont rapportables à la communauté des époux G. /L. ; par Mme G. la somme totale de 10.480 € constitué par les chèques n° 8454950 d'un montant de 4.480 €, n° 5050908 d'un montant de 1.000 €, et n° 1504101 d'un montant de 5.000 €,

- ▶ dire que Mme G sera frappée de la peine du recel de communauté et ne pourra prétendre à aucune part des sommes qu'elle devra rapporter à la communauté,
- ▶ dire que Mme G sera frappée de la peine du recel de communauté et du recel successoral,
- ▶ dire qu'en conséquence Mme G ne pourra prétendre à aucune part des sommes qu'elle devra rapporter à la communauté et à la succession du défunt et qu'elle sera tenue des intérêts desdites sommes recelées,
- ▶ condamner Mme G à verser à M. L la somme de 5 000 € de dommages et intérêts au titre du préjudice financier supporté,
- ▶ condamner Mme G à verser à M. L à la somme de 5 000 € de dommages et intérêts au titre du préjudice moral subi,
- ▶ condamner Mme G à verser à M. L la somme de 5 000 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens.

Par ses conclusions du 2 septembre 2016, Mme G demande à la cour de :

- à titre principal,

- ▶ infirmer le jugement attaqué en ce qu'il a déclaré recevable l'action engagée par M. L
- ▶ déclarer irrecevable l'action engagée par M. L pour défaut de justification, avant la délivrance de son assignation introductive d'instance, des diligences entreprises en vue de parvenir à un partage amiable,

- subsidiairement,

- ▶ confirmer le jugement en ce qu'il a ordonné l'ouverture des opérations de comptes, liquidation et partage des indivisions, et désigné un notaire pour y procéder sous le contrôle d'un juge commis,
- ▶ déclarer irrecevable la prétention nouvellement présentée en cause d'appel tendant à voir juger que le document du 11 juillet 2010 ne constitue pas le testament olographe du défunt,
- ▶ subsidiairement, homologuer le rapport d'expertise judiciaire de M. Labory,
- ▶ dire que le testament est valable et doit produire tous ses effets.
- ▶ dire que Mme G bénéficie au jour du décès de J. Cl. Li ; des règles applicables à la quotité disponible spéciale entre époux prévue à l'article 1094-1 du code civil,
- ▶ confirmer le jugement en ce qu'il a dit que le notaire désigné devra tenir compte dudit testament mais dans la limite d'un quart en pleine propriété et des trois autres quarts en usufruit, M. L recueillant quant à la lui la nue-propriété des trois quarts de la succession,
- ▶ réformant le jugement, dire que les retraits d'espèces opérés les 14 et 15 avril 2012 ainsi que la dépense d'un montant de 1.150,92 € du 15 avril 2012 n'ont pas à être intégrées dans les opérations liquidatives,
- ▶ dire que M. L doit le rapport à la succession des sommes de 4 573,47 € donnée le 10 juin 1999, 462 € donnée le 23 décembre 2009, 1 000 € donnée le 11 février 2010 et 650 € donnée le 2 mars 2010, soit une somme totale de 6 685,47 €,

- en toute hypothèse,

- ▶ rejeter les demandes de recel de communauté et de succession formulées par M. L
- ▶ rejeter les demandes de préjudice financier et de préjudice moral formulées par M. L
- ▶ le condamner à verser à Mme G : la somme de 10 000 € à titre de réparation de son préjudice moral,
- ▶ le condamner aux dépens, avec distraction pour ceux de première instance,
- ▶ le condamner à verser à Mme G la somme de 8 000 € par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

En application des dispositions de l'article 455 du code de procédure civile, la cour renvoie aux conclusions des parties pour l'exposé de leurs moyens.

L'ordonnance de clôture est datée du 13 septembre 2016.

SUR QUOI, LA COUR :

Sur l'action en partage :

Le jugement déféré a déclaré l'assignation en partage recevable au regard de la description du patrimoine qu'elle contenait et des diligences entreprises et au regard de ce que le défaut d'indication quant à la répartition des biens avait été régularisé en cours d'instance.

Mme G. soutient de nouveau devant la cour que l'action engagée par M. L. est irrecevable puisqu'il ne justifie pas dans son assignation introductive d'instance ni de ses intentions relatives à la répartition des biens ni surtout des diligences entreprises en vue de parvenir à un partage amiable. Elle explique ne jamais avoir refusé de consentir à un partage amiable et considère que le seul fait que les copartageants aient chacun saisi un notaire ne saurait être interprété comme une diligence en vue de parvenir à un partage amiable. Elle ajoute que, de l'analyse des correspondances entre les notaires, il ne ressort aucune intention de parvenir à un partage amiable mais au contraire la volonté de porter le débat sur le terrain judiciaire.

M. L. réplique qu'aucun acte de partage n'a pu être dressé du fait de désaccords persistants liés notamment au refus de Mme G. de produire certains documents. Il verse à son dossier (pièces n° 3 à 7, 14, 16 et 17) différents courriers envoyés par le notaire qu'il a saisi, posant certaines questions liées à la succession et sollicitant la production de diverses pièces. Il en déduit que l'intimée ne saurait se prévaloir de sa propre turpitude pour déplorer l'impossibilité de parvenir à un règlement amiable.

L'article 840 du code civil dispose notamment que le partage est fait en justice lorsque l'un des indivisaires refuse de consentir au partage amiable ou s'il élève des constatations sur la manière d'y procéder ou de le terminer.

Par ailleurs, aux termes de l'article 1360 du code de procédure civile, à peine d'irrecevabilité, l'assignation en partage contient un descriptif sommaire du patrimoine à partager et précise les intentions du demandeur quant à la répartition des biens ainsi que les diligences entreprises en vue de parvenir à un partage amiable.

Les éléments produits par l'appelant suffisent à établir l'existence de diligences entreprises entre le premier courrier du notaire daté du 5 septembre 2012 (pièce n°3) et les derniers échanges de courriers datant du mois de mars 2013 (pièce n°14). Par ailleurs, il ressort d'un courrier adressé au président de la Chambre des notaires par Me Poulin, le 7 janvier 2013 (pièce 14), que Mme G. a proposé à M. L. de vendre la maison et de signer les mandats de mise en vente mais que ce dernier a refusé. L'ensemble de ces documents confirme l'existence d'importants points de désaccord entre les parties. Mme G. qui ne verse pas à son dossier l'assignation litigieuse, admet en outre, page 6 de ses conclusions, qu'un partage amiable était exclu au moins en raison de l'intention qu'elle prête à M. L. d'"élever le litige à un stade contentieux" ou encore sa "*volonté de contester systématiquement les modalités de la dévolution successorale*". Or, la loi n'exige pas du demandeur à l'action en partage judiciaire qu'il ne soit pas lui-même à l'origine de l'échec du partage amiable, mais exige que les parties tentent un partage amiable ce qu'elles ont manifestement fait.

Le jugement sera donc confirmé en ce qu'il a déclaré recevable la demande de M. L. et ordonné l'ouverture des opérations de compte, liquidation et partage de la succession.

Sur la recevabilité de la demande en nullité du testament :

Mme G prétend que la demande formée par M. L. devant la cour tendant à voir annuler le testament ou à le dire inexistant est une demande nouvelle, à ce titre irrecevable. Elle fait valoir qu'en première instance M. L. n'a pas formulé de demande motivée sur le terrain de la vérification d'écriture et n'a pas argué le testament de faux.

M. L. fait valoir qu'il avait sollicité du tribunal la désignation d'un notaire avec mission de se prononcer sur la validité du testament en s'adjoignant si besoin les services d'un expert graphologue et que s'il ne formalise pas de la même manière sa demande devant la cour, il critique bien le jugement en ce qu'il a dit qu'il sera tenu compte du testament.

Par application de l'article 564 du code de procédure civile, les parties ne peuvent soumettre à la cour de nouvelles prétentions si ce n'est pour opposer compensation, faire écarter les prétentions adverses ou faire juger les questions nées de l'intervention d'un tiers, ou la survenance ou de la révélation d'un fait.

En l'espèce, en demandant au premier juge de désigner un notaire avec pour mission notamment de "se prononcer sur la validité du testament", M. L. entendait voir déléguer au notaire un pouvoir normalement dévolu au juge, de telle sorte qu'en demandant à la cour de se prononcer sur la validité du testament, l'appelant ne fait que modifier le fondement de sa demande.

En conséquence, la demande de M. L. ne pouvant être qualifiée de demande nouvelle, elle sera déclarée recevable.

Sur l'authenticité du testament

Au terme de son expertise, l'expert Labory estime que le testament olographe du 11 juillet 2010 a été rédigé dans son intégralité et signé par M. J. C. L.

M. L. soutient néanmoins devant la cour que le document litigieux n'est pas le testament de son père. Il affirme que l'écriture du défunt a été décalquée pour tenter de la reproduire fidèlement. Reprenant les conclusions de Mme Poul, graphologue qu'il a consulté, il croit pouvoir déceler dans le document, notamment, un tracé ralenti par souci d'imitation, une inclination suspecte de l'écriture et le décalque de certains mots. Il demande l'homologation du rapport de Mme Poul, laquelle est diplômée du centre national de graphologie et membre accrédité du syndicat européen des graphologues professionnels. A titre subsidiaire, se prévalant du doute résultant des contradictions entre les deux expertises, il demande une nouvelle expertise judiciaire portant sur l'ensemble des documents litigieux. Il critique la méthode de l'expert judiciaire et remet en cause la fiabilité de conclusions qu'il estime peu motivées, venant au terme d'un rapport "laconique" et d'une mission accomplie avec "légèreté".

Mme G demande à la cour d'homologuer le rapport de l'expert Labory et de dire le testament valable. Elle fait valoir que les doutes de M. L. quant à l'authenticité du testament sont tardifs puisqu'ils ne sont apparus qu'à l'occasion de la procédure contentieuse et que le rapport d'expertise judiciaire, "*satisfaisant à tous les canons de l'expertise judiciaire*", démontre suffisamment que l'écriture et la signature portés sur le testament émanent de J. C. L. Elle conteste en outre la fiabilité scientifique du rapport de Mme Poul, mandatée par M. L.

estimant qu'elle n'est pas qualifiée pour évaluer l'authenticité d'un document manuscrit et note qu'elle n'indique pas le protocole d'interprétation et d'analyse qu'elle a utilisé pour parvenir à des conclusions aussi catégoriques.

Sur quoi, la cour constate que le rapport établi par Mme Poul (pièce 23 de l'appelant) n'émane pas d'un expert judiciaire et l'a été à la demande unilatérale de M.L. Au demeurant, ce dernier a lui même sollicité et obtenu du conseiller de la mise en état une expertise contradictoire confiée à un expert près la cour d'appel. Cette dernière contredit les conclusions de Mme Poul. Or l'expert judiciaire a en premier lieu analysé sur les pièces de comparaison l'écriture et les signatures de J. C. L. afin d'en évaluer l'homogénéité et de définir les caractéristiques constantes les plus marquantes de ces graphismes et les a ensuite recherchées sur le testament et les trois chèques litigieux.

S'agissant du testament, l'expert a ainsi retrouvé, dans le tracé ferme et continu exempt de levées de plume, de soudures ou de marques d'hésitation, tous les paramètres qui individualisent la signature de J. C. L. et dans le tracé ferme, spontané, homogène pour l'intégralité du libellé, toutes les particularités générales (définition générale de l'écriture) et de détails (formes et constructions) de l'écriture de J. C. L. Il précise en outre page 10 de son rapport que le tracé du testament ne présente pas de trait sous-jacent tel que préparatoire à une imitation.

La demande en nullité du testament sera rejetée ainsi que la demande de nouvelle expertise.

Sur l'interprétation du testament :

Le jugement déféré a retenu que, conformément à l'article 1094-1 du code civil, la libéralité entre époux doit être limitée eu égard à l'option choisie par Mme G. à un quart en pleine propriété et aux trois autres quarts en usufruit et que D. L. ne pouvait prétendre qu'à la nue-propriété sur trois quarts de la succession de son père.

M. L. ; soutient que le premier juge a mal interprété le testament en considérant que Mme A. a été instituée légataire universelle dans la limite d'un quart en pleine propriété et des trois quarts en usufruit, M. J. C. L. recueillant quant à lui la nue-propriété des trois quarts. Il fait valoir qu'à la date à laquelle le testament a été rédigé, le couple n'était pas encore marié, de telle sorte que le de cujus n'a souhaité léguer à Mme A. : G. que la part de la succession dont il aurait pu disposer au profit d'un tiers, soit, en présence d'un enfant, la moitié des biens présents dans la succession, en pleine propriété. Il estime que retenir la volonté du testateur de léguer la plus haute quotité disponible entre époux reviendrait à dénaturer le testament et à consacrer un acte juridique dépourvu de cause.

Mme G. fait valoir, d'une part, que la volonté de l'instituer légataire universel est claire et non équivoque, d'autre part que les droits du bénéficiaire d'une disposition à cause de mort sont déterminés en se plaçant à la date du décès du disposant, ce qui s'explique par le caractère librement révocable de la libéralité.

Sur quoi, la cour rappelle qu'aux termes de l'article 1003 du code civil, le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès.

La vocation successorale de Mme G. : résulte d'une part de son état d'épouse de J. C. L. ; d'autre part de sa qualité de légataire universelle. Son statut d'épouse la rend bénéficiaire de droits légaux successoraux qui, en présence d'un

enfant non issu de son mariage avec le de cujus, en application de l'article 757 du code civil, s'établissent au quart en pleine propriété des biens composant la succession. En vertu du testament, elle se voit gratifiée de l'universalité des biens que le testateur laisse à sa mort.

En application de l'article 758-6, les libéralités reçues du défunt par le conjoint survivant s'imputent sur les droits de celui-ci dans la succession. Lorsque les libéralités ainsi reçues sont inférieures aux droits définis aux articles 757 et 757-1, le conjoint survivant peut en réclamer le complément, sans jamais recevoir une portion de biens supérieure à la quotité disponible définie à l'article 1094-1.

En vertu de cet article, pour le cas où l'époux laisse des enfants, il peut disposer en faveur de l'autre époux soit de la propriété de ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, soit d'un quart de ses biens en propriété et des trois autres quarts en usufruit, soit encore de la totalité de ses biens en usufruit seulement.

Mme G. a opté pour l'attribution du quart en pleine propriété et des trois quarts en usufruit.

Le jugement déferé doit donc être confirmé.

Sur le rapport des libéralités dont a bénéficié M. D. L.

Le jugement déferé a retenu que de son vivant, le de cujus avait donné à son fils une somme globale de 6 685, 47 euros se décomposant ainsi : 4 573, 47 euros le 10 juin 1999, 462 euros le 23 décembre 2009, 1 000 euros le 11 février 2010 et 650 euros le 2 mars 2010. Il a retenu que ces sommes étaient proportionnées aux revenus du donateur au regard de la déclaration de succession et qu'elles devaient être considérées comme des présents d'usage non rapportables à la succession conformément à l'article 852 du code civil.

Mme G. soutient qu'il importe de soumettre au rapport à la succession les donations dont l'appelant a bénéficié de son père pour un montant total de 6 685, 47 euros, conformément aux dispositions des articles 843 et suivants du code civil.

M. L. demande la confirmation du jugement.

C'est par des motifs pertinents que la cour adopte que le jugement déferé a considéré que la somme de 6 685, 47 euros donnée à l'appelant par son père constitue un présent d'usage proportionné aux revenus du donateur et comme tel non rapportable à la succession.

Sur les retraits d'espèces et l'utilisation de la carte bleue du de cujus pour l'achat d'un voyage au Sénégal

Le jugement déferé a retenu que les retraits d'espèce effectués par l'intimée la veille et le jour du décès de J.-C. L. pour 2 000 euros et l'achat d'un voyage pour 1 152,92 euros le jour du décès devaient être rapportés à la succession en l'absence d'utilité pour le défunt et de démonstration de son intention libérale. Il a ajouté que Mme G. était déjà bénéficiaire de la plus large quotité disponible admise entre époux grâce au testament et qu'elle ne disposait d'aucun usufruit sur le patrimoine de son époux à l'agonie de sorte qu'elle ne pouvait se prévaloir des dispositions de l'article 587 du code civil.

M. L. considère que la fraude sur les comptes bancaires du défunt est avérée.

Mme G : soutient qu'avant le décès, elle pouvait se servir de la carte bancaire de son époux, qui lui en laissait le libre usage, et qu'après le décès, investie de la saisine sur l'universalité de l'hérédité, elle avait la jouissance de tous les biens composant la succession.

S'agissant des retraits d'espèce opérés avant le décès, la cour constate qu'ils ont été effectués sur le compte ouvert au seul nom du défunt, et alors que Mme G ne disposait d'aucune procuration sur le compte de son époux lui permettant le libre usage de sa carte bancaire. Ces retraits n'avaient aucune utilité pour J C L alors à l'agonie puisqu'il décédait quelques heures plus tard et ne contiennent pas en eux mêmes pour la même raison la démonstration de son intention libérale à l'égard de son épouse. Le jugement sera donc confirmé.

S'agissant du règlement du voyage par Mme G au moyen de la carte bleue du de cujus, quelques heures après son décès, même si celle-ci, investie sur l'universalité de l'hérédité, avait dès le jour du décès la jouissance de tous les biens composant la succession, il n'en demeure pas moins qu'elle aurait dû porter à la connaissance immédiate de la banque le décès de son client afin que celle-ci bloque les comptes, seuls étant honorées les dépenses engagées avant le décès (ou les frais d'obsèques, de dernière maladie ou encore pour les impôts). Or Mme G a utilisé le compte personnel du de cujus à des fins totalement personnelles et n'a informé la banque du décès que le 27 avril 2012. Le jugement doit donc être confirmé.

Sur les chèques établis par le défunt

Le jugement déféré a par ailleurs considéré que le chèque de 5 000 euros établi en faveur de l'épouse était un présent d'usage ainsi que le chèque de 4 480 euros ayant servi à l'acquisition d'un manteau. Il a, par ailleurs, jugé que Mme G ne pouvait être condamnée à rapporter à la succession de son époux le montant du chèque de 1 000 euros émis en faveur de N C : à titre de cadeau d'anniversaire, cette libéralité étant en tout état de cause assimilable à un présent d'usage.

L'appelant soutient que les trois chèques de 4 480, 1 000 et 5 000 euros ne sont qu'une manoeuvre supplémentaire pour Mme G afin de détourner une partie de l'actif de communauté.

- sur le chèque de 5000 euros n°1504101

L'expert retient que la signature du chèque numéro 1504101 (24 juillet 2011 de 5 000 euros en faveur de l'épouse) peut être attribuée selon une très forte probabilité à M. J C L en ce qu'elle est conforme en tous points aux signatures de comparaison et qu'il est, "sans aucun doute, l'auteur des mentions manuscrites".

Dès lors, il importe peu que ce chèque ait été tiré d'un chéquier de 2002 ni qu'il ait été encaissé le 30 avril 2012, quinze jours après le décès de J C L ni encore qu'il ait été libellé au nom de jeune fille de l'épouse, et c'est à juste titre que le jugement déféré a retenu qu'il s'agissait d'un présent d'usage à l'occasion du premier anniversaire du mariage célébré le 24 juillet 2010.

Le jugement doit donc être confirmé.

- sur le chèque de 4 480 euros n°8454950

L'expert conclut que le chèque numéro 8454950 (17 septembre 2011 de 4 480 euros en faveur de N C n'a pas été libellé par J C L et qu'il existe des doutes sur l'authenticité de sa signature.

Il résulte du rapport de Mme Poul qu' *"on retrouve de nombreuses similitudes entre l'écriture de Mme C... N... et l'écriture qui compose le chèque de 4 480 euros"*. Par ailleurs, l'explication fournie par N... au terme de laquelle elle aurait vendu à son beau père son propre manteau de fourrure pour qu'il le donne à sa mère pour la somme de 4 480 euros est peu crédible d'autant plus que ce chèque a été débité quatre jours après le décès de J... C... L...

Le jugement doit donc être infirmé et il convient donc d'ordonner le rapport à la succession de ce chèque.

- sur le chèque de 1 000 euros n°5050908

L'expert indique que la signature du chèque numéro 5050908 (14 octobre 2011 de 1 000 euros en faveur de C... C...) est inexploitable mais que les mentions ne sont pas de la main de J... C... L...

C... C... atteste que ce chèque lui a été remis à l'occasion de son anniversaire par son beau-père (elle est née le 14 octobre 1966 au vu de son attestation), et son fils Q... confirme en attestant qu'il *"a complété le chèque numéro 5050908 BNP de 1000 euros signé par M... C... L... et m'ayant été remis pour l'anniversaire de ma mère"*. La version donnée par Mme G... d'un chèque remis par son époux à sa fille pour son anniversaire est donc crédible.

D'autre part, si Mme Poul considère quant à elle que le chèque n'a pas été signé par J... C... L... et qu'*"on retrouve de nombreuses similitudes entre l'écriture de Mme C... N... et l'écriture qui compose le chèque de 1000 euros"*, il n'est pas établi formellement que ce chèque aurait été signé par Mme G... elle-même ou par sa fille en qualité de complice.

Il convient donc de confirmer le jugement déféré quant à ce chèque.

Sur le recel de communauté et successoral

Il est retenu à l'encontre de Mme G... l'utilisation frauduleuse de la carte bancaire de son époux quelques heures avant et après son décès à hauteur de 2 000 euros pour les retraits et de 1 152,92 euros pour l'achat du voyage ainsi que le détournement d'argent du compte de son époux à hauteur de 4 480 euros soit en tout pour la somme de 7 632,92 euros et ce alors qu'elle bénéficiait déjà d'un testament la désignant légataire universelle. En outre, Mme G... a averti tardivement la banque du décès de son client, ce qui lui a permis de se servir du compte du défunt à des fins personnelles.

M. L... rapporte ainsi la preuve de l'intention frauduleuse de Mme G... de rompre l'égalité du partage et en conséquence elle ne pourra prétendre à aucune part de cette somme qu'elle devra rapporter à la succession outre les intérêts au taux légal sur la somme recelée.

Sur les dommages et intérêts

Aux termes de l'article 1240 du code civil, tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

M. D... réclame une somme de 5000 euros au titre de son préjudice économique en prétendant avoir dû quitter son emploi et sa maison de Las Vegas où il vivait pour régler la succession de son père alors que l'intimée a cherché par tous moyens à la retarder et à dissimuler ses détournements. Il a dû engager des frais pour établir le recel successoral et Il n'a pas retrouvé de travail en France. Il demande encore une somme de 5 000 euros en réparation de son préjudice moral au regard

des manoeuvres frauduleuses de sa belle-mère dans le but de détourner une partie importante de l'actif successoral.

Mme G. remet en cause le lien de causalité entre le préjudice invoqué et la faute qui lui est imputée. Elle estime qu'elle ne fait qu'user des moyens que la loi met à sa disposition pour se défendre en justice et que la preuve des agissements frauduleux n'est pas établie. Elle relève que l'ouverture de la succession n'impliquait pas l'obligation de quitter les Etats-Unis, du fait de l'existence de moyens de communication électronique, d'autant plus que M. D. L. avait donné procuration à sa mère pour le représenter lors des opérations d'inventaire. Elle ajoute que les frais d'expertise qu'il a exposés auraient pu être limités s'il avait sollicité une expertise judiciaire dès l'apparition des difficultés de partage.

M. L. ne produit aucune pièce justifiant de son préjudice matériel.

Par ailleurs, il n'établit pas que Mme G. : aurait tenté de freiner la liquidation de la succession, puisqu'un dialogue a pu s'engager entre les notaires rapidement après l'ouverture de la succession et qu'elle s'est pliée à l'expertise judiciaire.

En revanche, le préjudice moral de M. L. est établi au regard du recel successoral retenu par la cour et il lui sera alloué une somme de 1 500 euros en réparation.

A titre incident, Mme G. invoque l'acharnement procédural avec lequel M. L. conduit son action et notamment la plainte pénale inaboutie ainsi que les accusations de recel de communauté et de succession sans preuve.

Toutefois, elle n'établit pas l'abus de droit par M.L. et sa demande sera rejetée.

La décision déférée a condamné chaque partie à la moitié des dépens qui constitueront des frais privilégiés de partage.

Aucune considération pertinente ne justifie de remettre en cause l'appréciation du premier juge en ce qui concerne les dépens de première instance.

S'agissant des dépens et frais irrépétibles d'appel, chaque partie succombant partiellement en conservera la charge.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR :

CONFIRME le jugement rendu le 13 novembre 2014 par le tribunal de grande instance de Bordeaux, sauf en ce qu'il a dit que le chèque BNP numéro 8454950 de 4 480 euros n'était pas rapportable à la succession.

Statuant de nouveau de ce chef

DIT qu'A. G. : doit rapporter à la succession de J. -C. L. ; la somme de 4 480 euros.

Y AJOUTANT

DECLARE recevable la demande de nullité du testament formée par M. L.

DEBOUTE M.L. de sa demande de nullité du testament.

DEBOUTE M.Li de sa demande d'une nouvelle expertise judiciaire.

DIT que Mme G ne pourra prétendre à aucune part de la somme de 7 632,92 euros qu'elle devra rapporter à la succession outre les intérêts au taux légal sur la somme recelée.

CONDAMNE Mme G à verser à M. Li une somme de 1 500 euros à titre de dommages et intérêts.

DIT que chaque partie conserve la charge de ses dépens et frais irrépétibles d'appel.

L'arrêt a été signé par Catherine ROUAUD-FOLLIARD, Présidente et par Nora YOUSFI, greffier auquel elle a remis la minute signée de la décision

le Greffier

La Présidente